Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
https://pace.coe.int

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 13612
29 septembre 2014

Election de juges à la Cour européenne des droits de l'homme[1]

Liste et curricula vitae des candidats présentés par le Gouvernement de la République slovaque

Communication
Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire

1. Conformément à l'article 22 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Sommaire **Page**

1. Liste et curricula vitae des candidats présentés par le Gouvernement de la République slovaque 3
Annexe 1 – Andrea KRIŠKOVÁ 5
Annexe 2 – Ondrej Laciak 8
Annexe 3 – Marica PIROŠIKOVÁ 12

1. Liste et curricula vitae des candidats présentés par le Gouvernement de la République slovaque

Lettre de M. Drahoslav Štefánek, Ambassadeur de la République slovaque auprès du Conseil de l'Europe, à M. Wojciech Sawicki, Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire, en date du 18 septembre 2014

(…)

En ce qui concerne votre lettre du 9 juillet 2014 relative à la liste des candidats au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de la République slovaque, nous soumettons par la présente le nom et le curriculum vitae des trois candidats retenus par le Gouvernement slovaque pour la fonction de juge à la Cour européenne des droits de l'homme.

Les candidats au titre de la République slovaque sont les suivants:

– Mme Andrea Krišková

– M. Ondrej Laciak

– Mme Marica Pirošíková

(…)

****

Informations sur la procédure nationale de sélection des candidats à la fonction de juge de la Cour européenne des droits de l'homme

En République slovaque, la procédure de sélection des candidats à la fonction de juge de la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après «Cour européenne») est réglée en détail par la loi et satisfait aux normes internationales requises et en particulier aux critères consacrés à l'article 21 de la Convention européenne des droits de l'homme (ci-après «CEDH»).

En vertu de l'article 141a § 4 d de la Constitution slovaque, il appartient au Conseil de la magistrature de la République slovaque (ci-après «Conseil») de soumettre au Gouvernement slovaque des propositions de candidats pour les fonctions de juges qui interviennent au titre de la République slovaque au sein d'instances judiciaires internationales.

En ce qui concerne cette disposition de la Constitution, le Gouvernement slovaque peut, quand il doit approuver la sélection de candidats, se prononcer uniquement sur la proposition soumise par le Conseil.

La Constitution habilite donc le Conseil à sélectionner les candidats précités. Organe suprême du système judiciaire, le Conseil est indépendant du pouvoir législatif et exécutif. Il comprend 18 membres, qui sont presque tous des juges en exercice.

Pour sélectionner dans ce cas-ci les candidats à la fonction de juge de la Cour européenne, le Conseil s'est acquitté de ses obligations conformément à la procédure nationale prévue à l'article 27g de la loi 185/2002 coll. sur le Conseil de la magistrature, telle que modifiée (ci-après «loi sur le Conseil de la magistrature»).

En vertu de l'article 27g § 1 de cette loi, la désignation de candidats en vue de l'élection à la fonction de juge d'une instance internationale peut être proposée au Conseil par:

a. un membre du Conseil;

b. le Ministre slovaque de la Justice;

c. une organisation professionnelle de juges;

d. d'autres organisations professionnelles de juristes.

Les critères que doivent satisfaire les candidats à la fonction de juge d'une instance internationale sont les suivants:

a. avoir achevé une formation juridique sanctionnée par un master de la faculté de droit d'une université slovaque, ou posséder un diplôme de droit obtenu après l'achèvement d'études de même niveau dans une université étrangère pour autant que le diplôme soit reconnu ou qu'il ait été validé en Slovaquie;

b. être une personnalité intègre aux compétences reconnues en droit et posséder des qualités morales qui garantissent qu'il exercera dûment son mandat;

c. avoir sa résidence permanente sur le territoire de la République slovaque;

d. avoir pleinement la capacité légale et un état de santé lui permettant de s'acquitter de ses obligations judiciaires;

e. avoir réussi l'examen professionnel judiciaire, l'examen de procureur, l'examen du barreau ou l'examen de notaire et avoir une expérience juridique de cinq ans au moins.

La candidature à la fonction de juge d'une instance internationale est soumise au Conseil. Pour être approuvée, elle doit réunir la majorité des voix des membres du Conseil lors d'un vote à bulletins secrets.

A la suite du vote, le Conseil a adopté la résolution n° 197 du 2 décembre 2013 approuvant les candidats suivants: Mme Andrea Krišková, M. Ondrej Laciak et Mme Marica Pirošíková.

Le Conseil a alors soumis la liste de candidats au Gouvernement slovaque, qui l'a approuvée (résolution n ° 699 du 4 décembre 2013).

Annexe 1 – Andrea KRIŠKOVÁ

CURRICULUM VITAE[2]

I. Etat civil

Nom, prénom: Krišková, Andrea

Sexe: Féminin

Date de naissance: 22 décembre 1972

Lieu de naissance: Bratislava, République slovaque

Nationalité: Slovaque

Etat civil: Mariée

Autre nationalité: Aucune

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

– Septembre 1991-juin 1996 – maîtrise en droit, faculté de droit de l'université Comenius à Bratislava

– Mars 1997 – Cours international ELENA sur les droits des réfugiés et le droit d'asile, Prague, République tchèque

– Mai 1997 – Formation organisée par le Conseil de l'Europe sur la Convention européenne des droits de l'homme, Strasbourg, France

– Juillet 1997-août 1997 – Programme de droit international, Oxford University, Oxford, Royaume-Uni

– Septembre 1997-novembre 1997 – Droit international des droits de l'homme et Programme pratique, Birmingham University, Birmingham, Royaume-Uni.

– Janvier-mai 1999 – Achèvement de ses études de doctorat à la faculté de droit de l'université Comenius à Bratislava, en droit international public

– Novembre 2000 – Admise à l'Association du Barreau slovaque

– Novembre 2010 – Cour de justice de l'Union européenne – Séminaire destiné aux juges sur l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et ses effets sur le système juridictionnel de l'Union européenne

– Depuis 2010 – Doctorante extérieure, université Comenius, Bratislava, en vue de l'obtention du PhD.

– 2013 – La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne en pratique – Séminaire et atelier à Cracovie.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

– De janvier 2010 à aujourd'hui – Juge au tribunal de district de Bratislava III

b. Description des activités juridiques non judiciaires

– Janvier 2004–décembre 2009 – Avocate pratiquant en cabinet privé à Bratislava

– Janvier 2001–décembre 2003 – Avocate chez Squire, Sanders & Dempsey L.L.P., Slovaquie

Elle a travaillé pour l'un des cabinets américains les plus performants, présent dans le monde entier. Prestation de services juridiques dans tous les domaines du droit, en se concentrant plus particulièrement sur le droit commercial, le droit administratif, le conseil juridique en matière foncière et les litiges dans ces domaines.

2. Le texte en gras indique les postes occupés ou missions en charge actuellement.

– Janvier 2000–décembre 2000 – Avocate stagiaire chez Allen & Overy Slovaquie

Elle a travaillé pour l'un des cabinets anglais les plus performants, présent dans le monde entier. Prestation de services juridiques dans tous les domaines du droit

– Septembre 1998–décembre 1999 – Avocate stagiaire chez Deloitte & Touche Slovaquie

Travail axé sur le droit commercial. Rédaction de toutes sortes d'accords juridiques, services de conseil juridique dans des domaines tels que le droit fiscal, le droit des sociétés et du travail, la sécurité sociale, les douanes, les opérations de change, les stocks, le séjour d'expatriés en République slovaque, les procédures fiscales, les recours contre des décisions des autorités fiscales et la représentation de clients devant la Cour suprême – la plus haute juridiction en matière de contentieux administratif.

– Janvier 1998–septembre 1998 – Avocate stagiaire
– Octobre–novembre 1997 – Cabinet d'avocats Tyndallwoods, Birmingham, Royaume-Uni. Stage dans un cabinet anglais intervenant essentiellement dans des affaires liées aux droits de l'homme.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

– 2013 – Membre du groupe de travail sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales du ministère de la Justice de la République slovaque. Travaux axés sur l'harmonisation de la législation slovaque avec le droit communautaire
– Août 1996–septembre 1998 – Conseillère juridique externe de la représentation du HCR à Bratislava

Application du droit international public en Slovaquie et tout particulièrement des droits des réfugiés et du droit d'asile. Intervention auprès d'instances administratives telles que l'Office des migrations, le ministère de l'Intérieur et les autorités policières, les postes de police de district, la police des frontières, le quartier général des forces de police de la République de Slovaquie et application du droit administratif. Rédaction de réclamations et représentation devant la Cour suprême et la Cour constitutionnelle de la République slovaque, recours auprès du ministère de l'Intérieur. Intervention auprès de réfugiés sur le terrain (visites dans les camps de réfugiés ou visites de personnes placées en garde à vue).

– Août 1996–Septembre 1998 – Conseillère juridique interne de l'ONG INFOROMA

Conseil juridique dans le domaine des droits des minorités et tout particulièrement des minorités ethniques.

– Septembre 1995–janvier 1996 – Bureau de liaison du HCR pour la Slovaquie (Bratislava)

Travail de recherche sur les droits des apatrides en République slovaque en vue de l'élaboration d'un manuel destiné aux apatrides sur les droits dont ils bénéficient (ou l'absence de droits) en Slovaquie dans différents domaines de la vie juridique et sociale (statut juridique, emploi, éducation, mariage, santé, etc.). Travail de recherche effectué pour le HCR en anglais.

V. Publications

Brochure «The rights of stateless persons in the Slovak Republic» – Manuel destiné aux apatrides sur les droits dont ils bénéficient (ou l'absence de droits) en Slovaquie dans différents domaines de la vie juridique et sociale (statut juridique, emploi, éducation, mariage, santé, etc.).

VI. Langues

	Lu			Ecrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	bien	assez bien	bien	très bien

Première langue: Slovaque	X			X			X		
Anglais	X			X			X		
Français			X			X			X
Russe			X			X			X
Tchèque	X			X			X		

VII. Au cas où je n'aurais pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, je confirme mon intention de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre mes fonctions ainsi que, si besoin est, au début de mon mandat si je suis élue juge à la Cour.

VIII. Autres éléments pertinents

Néant.

IX. Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

J'atteste que les renseignements fournis dans la présente sont à ma connaissance véridiques, exacts et complets.

Fait à Bratislava, le 14 octobre 2013

Annexe 2 – Ondrej Laciak

CURRICULUM VITAE[3]

I. Etat civil

Nom: Laciak

Prénom: Ondrej

Sexe: masculin

Date et lieu de naissance: 2 août 1980, Bratislava

Nationalité: slovaque

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

– Octobre 2007–juin 2010: Etudes de 3e cycle (Ph.D.) à la faculté de droit de l'université Comenius à Bratislava, Département de droit pénal, criminologie et criminalistique (thèse de doctorat: «Motif, causes et conditions d'un crime»)

– Avril 2005: Examen doctoral (obtention du titre académique JUDr.) à la faculté de droit de l'université de Trnava, Trnava, République slovaque

– 1999–2004: Faculté de droit de l'université Comenius à Bratislava, République slovaque, maîtrise en droit (obtention du titre académique Mgr.)

– 1995–1999: Enseignement secondaire, lycée Ján Papánek, Bratislava, République slovaque

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

– De janvier 2012 à aujourd'hui: **Membre de la commission judiciaire de sélection des juges** des tribunaux de district, des cours d'appel et de la Cour suprême de la République slovaque

– De janvier 2008 à aujourd'hui: **Avocat, avocat pénaliste** (Cabinet du Dr Ondrej Laciak). Il exerce principalement en droit pénal. Il a également une expérience de la représentation des victimes dans des procédures pénales et devant la Cour constitutionnelle de la République slovaque

– Septembre 2004–décembre 2007: Juriste junior au cabinet du Dr Totkovič à Bratislava, où il intervient principalement en matière de droit civil, de droit des sociétés et de droit pénal

– 2002-2004: Assistant juridique dans un cabinet d'avocats

b. Description des activités juridiques non judiciaires

– D'octobre 2013 à aujourd'hui: Membre du groupe de travail de l'Association du Barreau slovaque sur les relations internationales et le droit pénal

– Septembre 2013: Chercheur invité à la faculté de droit de l'université d'Ottawa, Canada

– De juin 2013 à aujourd'hui: **Président de la section de droit pénal, Association du barreau slovaque**

– Novembre 2012: Chercheur invité à la faculté de droit de l'université d'Etat Lomonossov, Moscou, Russie

– D'octobre 2012 à aujourd'hui: **Membre du Groupe consultatif d'experts juridiques** (LEAP) de Fair Trials International – qui regroupe des spécialistes de la justice pénale, des droits fondamentaux et de l'accès à la justice de toute l'Union européenne

– Juillet 2012: Chercheur invité à la Montclair State University, New Jersey, Etats-Unis

3. Le texte en gras indique les postes occupés ou missions en charge actuellement.

– Juin 2012: Membre du Comité d'organisation de la XIIe Conférence internationale sur les droits de l'homme tenue à la faculté de droit de l'université Comenius à Bratislava – «Communication as a Measure of Protection and Limitation of Human Rights. Information in Relation to Human Rights»

– Mai 2012: Maître de conférences invité à la faculté de droit de l'université de Lisbonne

– Août-septembre 2011: Chercheur et maître de conférences invité à l'école de droit de l'université de Shizuoka, Japon

– De février 2011 à aujourd'hui: **Vice-doyen chargé des relations extérieures et des études de troisième cycle de la faculté de droit de l'université Comenius à Bratislava**

– D'avril 2011 à aujourd'hui: **Membre du Comité consultatif de la European Criminal Bar Association** (ECBA) – association indépendante de premier plan regroupant des avocats pénalistes de tous les pays du Conseil de l'Europe

– De février 2011 à aujourd'hui: **Membre du Comité scientifique de la faculté de droit de l'université Comenius à Bratislava**, Slovaquie

– Novembre 2010: Chercheur et maître de conférences invité à la faculté de droit de l'université de Tel Aviv, Israël

– De septembre 2010 à aujourd'hui: **Assistant scientifique (chercheur) au Département de droit pénal et de criminologie de la faculté de droit de l'université Comenius à Bratislava** (professeur de droit pénal et de procédure pénale)

– Mai-juin 2010: Chercheur invité à la New York University School of Law, New York, New York, Etats-Unis

– Août-septembre 2009: Chercheur invité à la Fordham University School of Law, New York, Etats-Unis

– Avril 2008, mars 2012, mars 2013: Membre du Comité d'organisation de la conférence internationale «Milestones of Law in the Central Europe» tenue à Častá Papiernička, République slovaque

– Septembre 2001: Participation à l'organisation d'une conférence sur le thème «Commerce électronique et signature électronique» à la faculté de droit de l'université Comenius, Bratislava

– De septembre 2008 à juin 2010: Professeur adjoint (chargé de cours) au Département de droit pénal et de criminologie de la faculté de droit de l'université Comenius à Bratislava – professeur de droit pénal et de procédure pénale

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Néant.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Membre du Comité consultatif de la European Criminal Bar Association (ECBA). Les buts et objectifs de l'ECBA sont essentiellement de regrouper des avocats pénalistes indépendants issus de pays membres du Conseil de l'Europe et de jouer un rôle prééminent dans la défense des droits fondamentaux des droits des personnes faisant l'objet d'une enquête pénale, des suspects, des accusés et des condamnés.

Membre du Groupe consultatif d'experts juridiques (LEAP) de Fair Trials International. Le but de Fair Trials International est d'assurer la protection du droit à un procès équitable et la défense des droits des personnes poursuivies au pénal dans un pays autre que le leur.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

– Vice-doyen chargé des relations extérieures et des études de troisième cycle de la faculté de droit de l'université Comenius à Bratislava

b. Mandats électifs

– Membre de la commission judiciaire de sélection des juges des tribunaux de district, des cours d'appel et de la Cour suprême de la République slovaque

– Président de la section de droit pénal, Association du barreau slovaque

– Membre du Comité consultatif de la European Criminal Bar Association (ECBA)

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Néant.

VI. Autres activités

Néant.

VII. Travaux et publications

– co-auteur de «Criminal Code, Special part – Commentary», Ed. C. H. Beck, Prague, 2011

– co-auteur de l'ouvrage «Criminal procedure», Ed. Heureka, 2012

– articles de science juridique, notamment:

«Some notes about criminal law in the Slovak Republic» (revue juridique de Shizuoka, n^{o} 4, mars 2012, Japon)

– contributions dans le cadre de conférences scientifiques nationales et internationales, notamment:

«Trafficking in human beings in the context of regulatory Council of Europe in correlation criminal justice of the Slovak Republic» (conférence internationale «Law as a unifying factor of Europe – jurisprudence and practice», section «Role of National Criminal Law in the European Union Area», faculté de droit de l'université Comenius, 2010)

«Rights of suspects in the Slovak Republic» (conférence de l'ECBA à l'université de Nicosie, Chypre, 2011)

«Right to information in Slovak criminal procedure» (conférence internationale «Communication as a measure of protection and limitation of human rights. Information in relation to human rights», faculté de droit de l'université de Comenius, Bratislava, 2013)

VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
***a.* Première langue:**									
– Slovaque	X			X			X		
***b.* Langues officielles:**									
– Anglais	X			X			X		
– Français									
***c.* Autres langues:**									
– Tchèque	X			X			X		
– Allemand		X			X			X	

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.

Je confirme mon intention de suivre des cours intensifs de français avant ma prise de fonctions et au début de mon mandat, si besoin est, au cas où je serais élu juge à la Cour.

X. Autres éléments pertinents

Néant.

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour.

Annexe 3 – Marica PIROŠIKOVÁ

CURRICULUM VITAE[4]

I. Etat civil

Nom, prénom: Pirošiková, Marica

Sexe: Féminin

Date et lieu de naissance: 23 septembre 1976, Banská Bystrica (République slovaque)

Nationalité: Slovaque

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

– 1990-1994: Lycée A. Sládkovič, Banská Bystrica, République slovaque

– 1994-1995: Alliance française, Paris, France

– 1995-2000: Université Comenius, Faculté de droit, Bratislava, République slovaque

– 2003: Réussite de l'examen du barreau, Association du barreau de Slovaquie, Bratislava, République slovaque

– 2004: Réussite de l'examen d'entrée dans la fonction publique, ministère de la Justice, Bratislava, République slovaque

– 2004: Diplôme postuniversitaire en droit, Bratislava, République slovaque

III. Activités professionnelles pertinentes

– 2000-2002: Avocate au Bureau de l'Agent du gouvernement de la République slovaque auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, ministère de la Justice, Bratislava, République slovaque

– 2002-2007: Co-agente du gouvernement de la République slovaque auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, ministère de la Justice, Bratislava, République slovaque

– **Depuis 2007: Agent de la République slovaque auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, ministère de la Justice, Bratislava, République slovaque** (l'Agent de la République slovaque auprès de la Cour européenne des droits de l'homme est chargé, en Slovaquie, non seulement de la défense des intérêts de la Slovaquie devant la Cour européenne des droits de l'homme, mais également de l'exécution des arrêts de la Cour. Dans le cadre de ces fonctions, elle assiste régulièrement aux réunions du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe et fait rapport à ce sujet à la République slovaque. Elle prend en outre une part très active à l'harmonisation, d'une part, de la pratique des juridictions ordinaires et de la Cour constitutionnelle de Slovaquie avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et, d'autre part, de la législation interne avec les normes de la Convention. À cet égard, elle entretient des contacts réguliers avec les présidents de l'ensemble des juridictions, y compris de la Cour suprême et de la Cour constitutionnelle slovaques.)

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

– 1999-2001: Chargée de cours dans le cadre du projet «Street Law» qui vise à sensibiliser les étudiants, les policiers et les professeurs de lycée aux questions de droit, Open Society Foundation

– Depuis 2000: Traduction des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme du français et de l'anglais vers le slovaque

– Depuis 2001: Présentation régulière d'exposés sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme à divers séminaires et conférences

4. Le texte en gras indique les postes occupés ou missions en charge actuellement.

– 2001-2002: Responsable de projet et chargée de cours dans le cadre du projet visant à «Sensibiliser les juges et les candidats à la magistrature à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme», Société des avocats et des amis du droit

– 2001-2004: Présentation d'exposés aux étudiants et aux enseignants des lycées sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, Bureau d'information du Conseil de l'Europe à Bratislava

– Depuis 2005: Membre du DH-PR (Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour l'amélioration des procédures des droits de l'homme)

– 2005-2007: Membre du conseil d'administration de l'association civile EUROIURIS – Centre juridique européen qui organise des séminaires et des conférences sur le droit européen à l'intention des juges, des procureurs et des avocats, qui publie des documents dans ce domaine du droit, et qui prépare, coordonne et exécute des projets slovaques et européens concernant l'éducation et la recherche

– Depuis 2006: Chargée de cours à l'Académie de droit sur les questions relatives à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et son impact sur l'activité juridictionnelle des tribunaux nationaux

– Depuis 2008: Responsable de projet et chargée de cours dans le cadre du projet sur la «Protection juridique des droits de l'homme dans les Etats membres de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe et son application au sein du système juridique de la République slovaque» (séminaires à l'intention des juges, des procureurs et des conseillers juridiques auprès de la Cour constitutionnelle), Association civile EUROIURIS et Open Society Foundation

– 2008: En coopération avec le Conseil de l'Europe, organisation du séminaire sur le rôle des agents des gouvernements dans la protection effective des droits de l'homme, organisé sous la présidence slovaque du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

– Depuis 2008: intervient en qualité d'expert du Conseil de l'Europe sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et l'exécution de ses arrêts dans divers États membres du Conseil de l'Europe – par exemple à la conférence «Renforcer la subsidiarité: intégrer la jurisprudence de la Cour dans les législations et les pratiques judiciaires nationales» (1er et 2 octobre 2010, Skopje, «l'ex-République yougoslave de Macédoine»), lors de la table ronde consacrée à «L'exécution des arrêts de la Cour de Strasbourg portant sur la restitution/l'indemnisation des biens» (17 février 2011, Bucarest, Roumanie), pendant la réunion de travail des experts des États membres du Conseil de l'Europe pour la recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe 2008 (2) sur des moyens efficaces à mettre en œuvre au niveau interne pour l'exécution rapide des arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme (15-16 décembre 2011,Tirana, Albanie), dans deux séminaires consacrés aux recours effectifs liés à la durée excessive des procédures judiciaires et à la procédure d'exécution des arrêts (26-28 mars 2012 et 13-15 juin 2012, Chisinau, Moldova), ainsi qu'au cours de la table ronde sur la Durée excessive de procédures – Comment résoudre un important problème systémique causant des violations répétitives de la Convention européenne des Droits de l'Homme (8-9 novembre 2012, Antalya, Turquie).

– Depuis 2008: Membre de l'Association slovaque des avocats européens

– 2009: Membre du DH-RE (Comité d'experts sur des recours effectifs face à la durée excessive des procédures)

– 2011: Membre du DH-GDR (Comité d'experts sur la réforme de la Cour)

– 2012: Membre de la Commission chargée de la nouvelle codification de la procédure civile

V. Travaux et publications

– Auteur d'une monograhie:

Commentary on the selected Articles of the Convention on the Human Rights and Fundamental Freedoms, 2007

– Co-auteur des publications suivantes:

Case-law of the European Court of Human Rights on the selected Articles of the Convention on the Human Rights and Fundamental Freedoms, 2001

Advocate before the European Courts, 2004

French – Slovak, Slovak – French Legal Dictionary, 2005

General Administrative Law, 2007

Human Rights – selected decisions of the European Court of Human Rights and Court of the European Communities, 2008 (updated 2012)

– Auteur de nombreux articles, dont:

Tendencies concerning the application of Article 6 (1) of the Convention in the disputes involving public authorities, Judicial Revue 2002

Discontinuation of the criminal proceedings, reduction of sentence due to the delays in the proceedings, Judicial Revue 2003

Interpretation of certain domestic Acts in the light of the guarantees contained in Article 5 of the Convention, Judicial Revue 2003

The Auschwitz Lie, Judicial Revue 2004

Effectiveness of domestic remedies in the view of the case-law of the European Court of Human Rights, Judicial Revue 2004

Protection of personality rights, Act no. 58/1969 Coll. and their interpretation in accordance with the guarantees of Article 5 of the Convention, Judicial Revue 2005

The amount of the just satisfaction awarded at national level for delays in the proceedings in the light of the recent case-law of the European Court of Human Rights, Judicial Revue 2005

Execution of the judgment of the European Court of Human Rights by re-opening the proceedings, Judicial Revue 2005

Rights of the victim of a criminal offence in the light of the European Court of Human Rights' case-law, Judicial Revue 2005

The right of an accused to consult the file in connection with the decision on custody given in the pre-trial proceedings, Judicial Revue 2007

Constitutional complaint and the right to a hearing within a reasonable time, Judicial Revue 2008

The right to life and protection of personality rights action, Judicial Revue 2009

The current decisions of the European Court of Human Rights concerning protection of property, Bulletin of Slovak Advocacy 2011

The case-law of the Constitutional Court of the Slovak Republic from the European Court of Human Rights' view, Bulletin of Slovak Advocacy 2012

The actual case-law of the European Court of Human Rights concerning the application of Article 6 (1) of the Convention, Bulletin of Slovak Advocacy 2012

Rights of the victim of a criminal offence in the light of the European Court of Human Rights' current case-law, From Judicial Practise 2013

– For *Judicial Revue*, furthermore, I select and process the translations of decisions of the European Court of Human Rights.

VI. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
***a.* Première langue:**									
– Slovaque.	X			X			X		
***b.* Langues officielles:**									
– Anglais	X			X			X		

– Français	X			X			X		

VII. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.

Dans l'éventualité où je n'aurais pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, je confirme mon intention, si je suis élue juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre mes fonctions ainsi que, si besoin est, au début de mon mandat.

VIII. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Je confirme mon intention de m'installer de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

Bratislava, 8 novembre 2013